



## Chapitre R-20

# LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

## CHAPITRE I DÉFINITIONS

**Interprétation:** 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

« association »: a) « association »: un syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en corporation, une union, fédération ou confédération de tels syndicats ou groupements, un conseil de métiers, un conseil provincial de métiers ou une fédération de tels conseils, ayant pour but l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres et dont la compétence s'étend à l'ensemble du Québec pour tous les métiers et emplois de la construction;

« association représentative »: b) « association représentative »: une association à qui l'Office a délivré le certificat prévu à l'article 34;

« association d'employeurs »: c) « association d'employeurs »: l'Association des entrepreneurs en construction du Québec;

« Office »: d) « Office »: l'Office de la construction du Québec;

« Comité »: e) « Comité »: le Comité mixte de la construction;

« construction »: f) « construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;

En outre, le mot « construction » comprend l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement, le travail exécuté en partie sur les lieux mêmes du chantier et en partie en atelier, le déménagement de bâtiments, les déplacements des salariés, le dragage, le gazonnement, la coupe et l'émondage des arbres et arbustes ainsi que l'aménagement de terrains de golf, mais uniquement dans les cas déterminés par règlements;

« convention collective »: g) « convention collective »: une entente écrite relative aux conditions de travail conclue en vue d'un décret entre une ou plusieurs associations de salariés représentatives et l'association d'employeurs;

- « décret »; h) « décret »: l'arrêté ministériel adopté en vertu de la présente loi et rendant obligatoire ou modifiant une convention collective ou modifiant, prolongeant ou abrogeant un décret;
- « différend »; i) « différend »: une mésentente relative à la négociation d'une convention collective;
- « employeur »; j) « employeur »: quiconque, y compris le gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié;
- « employeur professionnel »; k) « employeur professionnel »: un employeur dont l'activité principale est d'effectuer des travaux de construction et qui emploie habituellement des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet d'un décret ou, à défaut, d'une convention collective;
- « exploitation agricole »; l) « exploitation agricole »: une ferme mise en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par l'entremise de moins de trois salariés embauchés de façon continue;
- « grève »; m) « grève »: la cessation concertée de travail par un groupe de salariés;
- « grief »; n) « grief »: toute mésentente portant sur l'un des sujets mentionnés à l'article 62 ou, à défaut de décret, toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application d'une convention collective;
- « lock-out »; o) « lock-out »: le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés qu'il emploie en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail ou de contraindre pareillement des salariés d'un autre employeur;
- « ministre »; p) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre;
- « salaire »; q) « salaire »: la rémunération en monnaie courante et les indemnités ou avantages ayant une valeur pécuniaire que détermine un décret;
- « salarié »; r) « salarié »: tout apprenti, manoeuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société;
- « salarié permanent »; s) tout salarié qui fait habituellement des travaux d'entretien de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil et tout salarié qui travaille à la production dans un établissement;
- « régime complémentaire d'avantages sociaux ». t) « régime complémentaire d'avantages sociaux »: un régime de sécurité sociale établi par un décret ou par un règlement d'application d'un décret, notamment un régime supplémentaire de rentes, d'assurance-vie, maladie ou salaire et tout autre régime d'assurance ou de prévoyance collective.

1968, c. 45, a. 1; 1970, c. 35, a. 1; 1971, c. 46, a. 1; 1973, c. 28, a. 1; 1975, c. 51, a. 1; 1975, c. 19, a. 12.

## CHAPITRE II

### OFFICE DE LA CONSTRUCTION ET COMITÉ MIXTE DE LA CONSTRUCTION

#### §1. — *Office*

- Institution.** **2.** Un organisme est institué sous le nom de « Office de la construction du Québec ».
- Mise à exécution des conventions, des décrets.** L'Office est chargé de la mise à exécution de la convention collective ou du décret adopté en vertu de la présente loi, de tout régime relatif aux avantages sociaux ainsi que des autres fonctions que la présente loi lui confère.
- Contrôle des lois, règlements.** Le ministre peut confier à l'Office tout travail de contrôle ou de mise à exécution de lois ou règlements connexes au domaine de la construction qui relèvent du ministre.
- Siège.** L'Office a son siège dans la ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le gouvernement par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Séances.** Il peut tenir séance à tout endroit du Québec.
- Service de vérification.** L'Office doit maintenir un service de vérification des livres de comptabilité des entrepreneurs afin de contrôler et vérifier l'encaissement des cotisations et des prélèvements prévus par la présente loi ou par une convention collective ou un décret adopté en vertu de la présente loi.
- Fonds d'indemnisation.** L'Office doit également organiser et maintenir tout fonds d'indemnisation que les parties jugent nécessaire pour assurer à chaque travailleur le paiement de son salaire et de tous les bénéfices sociaux.

1975, c. 51, a. 2.

- Corporation.** **3.** L'Office est une corporation au sens du Code civil.
- Pouvoirs.** Outre les pouvoirs que la présente loi lui confère, l'Office peut:
- a) acquérir, posséder, améliorer, prendre à bail et aliéner, à titre onéreux, toutes sortes de biens, meubles et immeubles;
  - b) faire des emprunts de deniers;
  - c) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, céder ou transporter ses biens, meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties aux mêmes fins, et constituer tels hypothèques, nantissement ou gage par acte de fidéicommis, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations;
  - d) accepter toute donation, legs ou autre libéralité à titre entièrement gratuit et inconditionnel;
  - e) nommer le personnel nécessaire à l'exécution de ses fonctions,

fixer ses attributions et sous réserve de l'article 5, fixer sa rémunération.

1975, c. 51, a. 2.

Composition.	<b>4.</b> 1. L'Office est formé de trois membres, dont un président, nommés pour au plus dix ans par le gouvernement qui fixe leur traitement et leurs conditions de travail. Une fois fixés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent être réduits.
Fonctions continuées.	2. Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.
Recours prohibés.	Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre l'Office ni contre les membres agissant en leur qualité officielle.
Remplacement du président.	3. Au cas d'absence du président, celui des membres que désigne le gouvernement le remplace et en exerce tous les pouvoirs.
Remplacement d'un membre.	4. Au cas d'incapacité d'agir d'un membre, le gouvernement peut lui nommer temporairement un remplaçant, aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine.
Quorum.	5. Le quorum de l'Office est de deux membres, dont le président. La voix du président est prépondérante.
Services exclusifs.	6. Les membres doivent s'occuper exclusivement des devoirs de leur fonction.
Serment.	7. Les membres doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur fonction.
Intérêts prohibés.	8. Aucun membre ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office.
Exception.	Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
Fonctions du président.	9. Le président préside les réunions de l'Office; il est responsable de l'administration des affaires de l'Office dans le cadre de ses règlements.
1975, c. 51, a. 2.	
Conditions de travail.	<b>5.</b> Les conditions de travail du personnel de l'Office sont déterminées à l'échelle provinciale.
Validité de convention collective.	Si les conditions de travail sont déterminées par voie de négociations, la convention collective n'est valide que si elle est négociée et agréée pour le compte du personnel par des représentants mandatés par l'association accréditée en vertu du Code du travail et, pour le

- compte de l'Office, par les représentants de ce dernier et par le gouvernement ou ses représentants.
- Personnel non régi par convention.** Les conditions de travail du personnel non régi par une convention collective sont fixées par l'Office conformément aux normes établies par règlement du gouvernement.
- Fonctionnaires.** Si des fonctionnaires du gouvernement sont affectés à l'Office, le président exerce à leur égard les pouvoirs d'un sous-chef au sens de la Loi sur la fonction publique.
- Congé sans solde.** Les fonctionnaires embauchés par l'Office bénéficient d'un congé sans solde pour la période durant laquelle ils sont à l'emploi de l'Office.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Procès-verbaux.** **6.** Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par l'Office et certifiés conformes par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire de l'Office.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Enquêtes.** **7.** Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'Office peut, par lui-même ou une personne qu'il désigne, enquêter sur toute matière de sa compétence.
- Pouvoirs de commissaires.** L'Office, pour ses enquêtes, a les pouvoirs et les immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
- 1975, c. 51, a. 2.
- Année financière.** **8.** L'année financière de l'Office est l'année civile.
- Dépenses.** Les dépenses encourues par l'Office pour son administration sont à la charge de l'Office.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Rapport annuel.** **9.** L'Office doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, soumettre au ministre un rapport de ses activités pour l'année financière précédente. Le ministre doit déposer ce rapport devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
- 1975, c. 51, a. 2.

- Budget.** **10.** L'Office doit, au moins deux mois avant le début de chaque année financière, préparer son budget.
- Approbation.** Avant le début du mois qui précède le début de l'année financière, ce budget est transmis, pour approbation, au Comité. Si ce dernier ne l'a pas adopté le 31 décembre, le budget entre automatiquement en vigueur le premier janvier.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Vérification des comptes.** **11.** Les comptes de l'Office sont vérifiés par le vérificateur général une fois l'an et en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.
- Examen des livres.** L'Office doit permettre, par le vérificateur général, l'examen de tout livre comptable relatif à tout régime complémentaire d'avantages sociaux qu'il administre en vertu de la présente loi.
- 1975, c. 51, a. 2; 1975, c. 19, a. 13.
- Rapport trimestriel.** **12.** L'Office doit transmettre au Comité un rapport trimestriel certifié conforme par un comptable agréé résidant au Québec de toutes les sommes qu'il a perçues et de leur emploi.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Cautionnement.** **13.** L'Office doit fournir un cautionnement par police de garantie pour l'administration des fonds qui lui sont confiés et transmettre cette dernière au ministre.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Bureau régional et plaintes.** **14.** L'Office:
- a) doit établir un bureau dans chaque région où il l'estime nécessaire pour la bonne exécution de son mandat;
  - b) doit considérer toute plainte écrite d'un employeur ou d'un salarié relative à l'exécution de son mandat.
- 1975, c. 51, a. 2.
- Règlements de régie interne.** **15.** L'Office peut adopter des règlements pour sa régie interne et pour toutes les fins de l'exécution de son mandat.
- Approbation.** Ces règlements sont soumis à l'approbation du gouvernement.
- 1975, c. 51, a. 2.

§2.—*Comité mixte*

Organisme formé.	<b>16.</b> Le ministre doit procéder à la formation d'un organisme désigné sous le nom de «Comité mixte de la construction».
Fonctions.	Ce comité est chargé de décider de tout litige quant à l'interprétation de la convention collective ou du décret.
Avis.	Il donne aussi son avis sur toute question que peut lui soumettre l'Office.
	1975, c. 51, a. 2.
Composition.	<b>17.</b> 1. Le Comité est composé de douze personnes, dont six représentant les associations de salariés représentatives et six représentant l'association d'employeurs.
Désignation de membres.	2. Chacune des associations de salariés représentatives à un degré de cinq pour cent désigne un membre.
Procédure de nomination.	Si les six postes auxquels ont droit les associations de salariés représentatives ne se trouvent pas ainsi comblés, ceux-ci sont remplis, lors d'un deuxième tour, à raison d'un membre additionnel par association de salariés représentative à un degré de quinze pour cent ou plus. Chaque association exerce son droit de nomination à tour de rôle, par ordre de degré de représentativité de chacune, jusqu'à ce que tous les postes aient été comblés.
Procédure de nomination.	S'il reste alors des postes à remplir, un troisième tour est tenu, de la même manière, par les associations de salariés représentatives à un degré de trente pour cent ou plus.
Désignation de membres.	3. L'association des employeurs désigne les six membres auxquels elle a droit; chacun des quatre secteurs doit toutefois être représenté par un membre.
Substituts.	4. Chaque association représentative et l'association d'employeurs désignent également un substitut pour chacun des membres qu'elles désignent; ce substitut n'assiste aux séances qu'en l'absence du membre dont il est substitut.
Président.	5. Le Comité désigne, pour chaque séance, un président parmi les membres présents. Ce président a droit de voter mais n'a pas de voix prépondérante.
Procès-verbaux.	6. Les procès-verbaux des séances du Comité sont dressés par un membre du personnel de l'Office.
Authenticité.	Ces procès-verbaux, approuvés par le Comité, sont authentiques.
Délivrance de copies.	Ils sont transmis à l'Office qui peut en délivrer des copies conformes sous la signature de son président ou de son secrétaire.
Quorum.	7. Le quorum du Comité est constitué de trois des membres désignés par l'association d'employeurs et de trois des membres représentant les associations représentatives de salariés.
Noms des membres désignés transmis par associations.	8. Les associations ayant droit de désigner les membres du Comité doivent faire parvenir à l'Office, dans le mois qui suit la publica-

- tion du décret, le nom de tels membres et la durée de leur mandat de même que le nom des substituts. Tel mandat est renouvelable et toute vacance est comblée pour la partie non écoulée du mandat du membre à remplacer et en suivant les mêmes modalités.
- Validité des décisions.** 9. Pour être valablement prise, toute décision doit être approuvée à la fois par une majorité syndicale et par l'association patronale. Chaque association représentative dispose, par l'entremise de l'ensemble de ses représentants, d'un vote dont la valeur relative correspond au degré de représentativité de l'association.
- Décision de l'Office.** Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'affaire est *ipso facto* soumise à l'Office, dont la décision est sans appel. Il en est de même si le Comité refuse d'agir ou si, dans l'opinion de l'Office, il retarde indûment à le faire.
- Appel de décision à l'Office.** 10. Toute association peut en appeler à l'Office d'une décision prise par le Comité concernant l'interprétation du décret. Tel appel doit être communiqué, par écrit, au secrétaire de l'Office, au plus tard cinq jours ouvrables suivant la date de la communication de la décision par l'Office. L'Office peut décider immédiatement du rejet ou de l'adoption de la proposition. Il peut aussi, avant de ce faire, entendre les membres du Comité. Sa décision doit être motivée par écrit et est sans appel.
- Emploi rémunéré interdit.** 11. Aucun membre du Comité ne peut détenir un emploi rémunéré à l'Office et aucun avantage pécuniaire ou autre ne peut lui être consenti que conformément à un règlement de l'Office approuvé par le gouvernement.
- Règles de régie interne.** 12. Le Comité peut faire des règles pour sa régie interne. Ces règles doivent, pour valoir, être approuvées par l'Office.
- Existence continuée.** 13. À l'expiration d'un décret, le Comité continue d'exister tant et aussi longtemps que le ministre le juge à propos.
- 1975, c. 51, a. 2.

**Office lié.** 18. Sous réserve de toute disposition législative applicable, les décisions du Comité quant à l'utilisation des fonds de sécurité sociale lient l'Office.

1975, c. 51, a. 2.

### CHAPITRE III

#### CHAMP D'APPLICATION

- Application et exclusion.** 19. La présente loi s'applique aux employeurs et aux salariés de l'industrie de la construction; toutefois, elle ne s'applique pas:
- 1° aux exploitations agricoles;
  - 2° aux travaux d'entretien et de réparation exécutés par des sala-



riés permanents embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;

3° aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavages et de trottoirs et à d'autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des corporations municipales;

4° aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;

5° aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;

6° aux travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydroélectrique du Québec;

7° aux travaux de pose ou de montage du verre plat assujettis à un décret en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2) si le champ d'application de ce décret s'étend à tout le Québec et si le décret couvre à la fois les travaux de fabrication, de pose et de montage.

1968, c. 45, a. 2; 1970, c. 35, a. 2; 1973, c. 28, a. 2.

Règlements. **20.** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les cas visés au deuxième alinéa du paragraphe *f* de l'article 1.

1970, c. 35, a. 2; 1973, c. 28, a. 3.

Commissaire de la construction. **21.** Toute difficulté d'interprétation ou d'application de l'article 19 ou des règlements adoptés en vertu de l'article 20 doit être déférée à un commissaire appelé commissaire de la construction et nommé par le ministre pour une durée maximale de trois ans; sa rémunération est déterminée par le gouvernement. Sitôt son enquête terminée, le commissaire doit rendre sa décision. Cette décision doit être rendue par écrit et motivée.

1970, c. 35, a. 2.

Application de a. 63. **22.** L'article 63 s'applique à toute décision du commissaire.

1970, c. 35, a. 2.

Pouvoirs et privilèges d'un commissaire. **23.** Le commissaire est investi à ces fins de tous les pouvoirs, immunités et privilèges conférés à un commissaire en vertu des articles 9 à 12, 16 et 17 de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1970, c. 35, a. 2.

Avis du comité consultatif. **24.** Le commissaire peut, après avoir été saisi d'une affaire, en tout temps avant d'entendre les parties, requérir l'avis du comité consultatif.

1970, c. 35, a. 2.

Composition. **25.** Le comité consultatif est composé de huit personnes nommées par le ministre; chacune des deux associations les plus représentatives du côté syndical en choisit une, deux autres sont choisies par les deux associations les plus représentatives du côté patronal, deux par les représentants patronaux en dehors de l'industrie de la construction et deux par les représentants syndicaux en dehors de l'industrie de la construction.

1970, c. 35, a. 2; 1973, c. 28, a. 4.

Infractions empêchant d'occuper une fonction.

**26.** 1. Toute personne trouvée coupable, au Canada ou ailleurs, de voies de faits simples, de méfait, d'assaut infligeant des blessures corporelles, de vol, d'intimidation, de trafic de narcotiques ou de conspiration pour commettre un de ces actes ne peut occuper une fonction de direction dans une association de salariés ni être élue ou nommée comme délégué de chantier, agent d'affaires ou représentant syndical pour une telle association, ni occuper ces fonctions.

Durée de l'inhabilité.

À moins que la personne trouvée coupable ne bénéficie d'un pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Statuts du Canada), l'inhabilité prévue ci-dessus subsiste cinq ans après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence; s'il y a eu condamnation à une amende seulement ou si la sentence a été suspendue, l'inhabilité subsiste durant cinq ans à compter de la condamnation.

Autres infractions rendant inhabiles.

2. Toute personne trouvée coupable, au Canada ou ailleurs, de meurtre, de tentative de meurtre, d'homicide involontaire coupable, de vol qualifié, d'extorsion, d'incendie criminel, de vol avec effraction, de détournement de fonds, d'enlèvement, d'avoir causé intentionnellement des lésions corporelles dans l'intention de blesser, de mutiler, de défigurer une personne ou de mettre en danger la vie d'une personne ou de conspiration pour commettre un de ces actes, ne peut occuper une fonction de direction dans une association de salariés ni être élue ou nommée délégué de chantier, agent d'affaires ou représentant syndical d'une telle association, ni occuper ces fonctions à moins qu'elle ne bénéficie d'un pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Statuts du Canada).

Condamnations antérieures.

3. Le présent article s'applique même à l'égard de condamnations prononcées contre une personne visée aux paragraphes précédents antérieurement au 9 mai 1975.

1975, c. 50, a. 1.

- Conditions de travail. **27.** Les conditions de travail des salariés de l'industrie de la construction sont régis par décret ou, à défaut de décret, par convention collective ou par ordonnance.
- Exceptions au chapitre C-27. Une association de salariés de l'industrie de la construction ne peut être accréditée en vertu des articles 21 à 48 du Code du travail, ni conclure une convention collective en vertu dudit code.
- 1968, c. 45, a. 3.

## CHAPITRE IV

### ASSOCIATIONS REPRÉSENTATIVES

- Demande de constatation de représentativité. **28.** Toute association qui désire faire constater sa représentativité doit en faire la demande à l'Office dans le cours du huitième mois qui précède la date d'expiration du décret.
- 1968, c. 45, a. 4; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 3.
- Association. **29.** L'Office doit s'assurer que le requérant est une association au sens du paragraphe *a* de l'article 1.
- Publication de la liste des associations. L'Office doit, au plus tard le dernier jour du septième mois qui précède la date d'expiration du décret, faire publier la liste des associations visées à l'alinéa précédent dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal de langue française publié à travers le Québec.
- 1968, c. 45, a. 5; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 3.
- Préparation de la liste des salariés. **30.** L'Office doit dresser une liste de tous les salariés dont les noms apparaissent sur les rapports mensuels d'employeurs produits à l'Office au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois durant lequel a lieu le scrutin prévu à l'article 32.
- Présomption. Cette liste établit de façon non contestable le nom des seuls salariés pouvant se prévaloir de l'article 32.
- Carte aux salariés. Au cours du septième mois qui précède l'expiration du décret, l'Office transmet à chaque salarié dont le nom apparaît sur la liste établie suivant l'article 30 une carte qui l'identifie comme votant aux fins de l'article 32 et qui mentionne son nom et son numéro d'assurance sociale.
- Liste aux associations. Cette liste est transmise aux associations visées au deuxième alinéa de l'article 29 au plus tard quinze jours avant la tenue du scrutin prévu à l'article 32.
- 1968, c. 45, a. 6; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 3.
- Publicité et sollicitation. **31.** Aucune publicité sous quelque forme que ce soit et aucune sollicitation ne peuvent être faites auprès des salariés en vue d'obtenir

- leur adhésion à une association de salariés sauf au cours du septième mois qui précède la date d'expiration du décret.
- Endroit. Toute telle publicité et toute telle sollicitation doivent être faites en dehors du lieu de travail.
- Contravention. Quiconque contrevient au présent article commet une contravention et est passible des pénalités prévues à l'article 115.  
1968, c. 45, a. 7; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 3.
- Choix par les salariés. **32.** Au cours du sixième mois qui précède l'expiration du décret, tout salarié dont le nom apparaît sur la liste dressée suivant l'article 30 doit, conformément au présent article, faire connaître à l'Office le choix qu'il fait d'une des associations figurant sur la liste visée à l'article 29.
- Scrutin secret. Ce choix s'exprime en secret, par voie de scrutin tenu sous la surveillance d'un représentant de l'Office, aux dates et de la façon prévues par règlement de l'Office.
- Décision sur litige. Tout litige relatif au vote ou découlant du scrutin est tranché par le représentant de l'Office, dont la décision est sans appel.  
1975, c. 51, a. 3.
- Liste du choix. **33.** L'Office doit dresser une liste indiquant le choix exprimé par les salariés suivant l'article 32.  
1975, c. 51, a. 3.
- Critères de représentativité. **34.** L'Office constate le degré de représentativité d'une association conformément aux critères établis à l'article 35.
- Certificat. Il délivre à chaque association inscrite sur la liste dressée en vertu de l'article 29, avant la fin du cinquième mois qui précède la date d'expiration du décret, un certificat établissant son degré de représentativité et la liste des salariés qui ont adhéré à cette association suivant l'article 32.  
1975, c. 51, a. 3.
- Représentativité d'associations de salariés. **35.** La représentativité d'une association de salariés correspond à la moyenne arithmétique des pourcentages suivants:  
a) le pourcentage que représente le nombre de salariés qui ont fait connaître à l'Office, conformément à l'article 32, leur adhésion à cette association et dont les noms apparaissent sur un rapport mensuel d'employeurs produit à l'Office au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois au cours duquel a lieu le scrutin visé à l'article 32, par rapport à l'ensemble des salariés dont les noms apparaissent sur les mêmes rapports au cours de cette même période;

b) le pourcentage que représente le nombre d'heures travaillées au cours des douze premiers des quinze mois civils complets précédant le mois au cours duquel a lieu le scrutin visé à l'article 32 par les salariés qui ont fait connaître, conformément au paragraphe *a*, leur adhésion à cette association, par rapport au total des heures travaillées par l'ensemble des salariés dont les noms apparaissent sur les rapports mentionnés au paragraphe *a* au cours de cette même période.

1975, c. 51, a. 3.

Carte aux salariés. **36.** Au plus tard avant la fin du troisième mois qui précède l'expiration du décret, l'Office fait parvenir à chaque salarié dont le nom figure sur la liste visée à l'article 33, une carte portant mention, notamment:

- a) de son nom;
- b) de son numéro d'assurance sociale;
- c) du nom de l'association représentative qu'il a choisie suivant l'article 32.

1975, c. 51, a. 3.

Preuve non contestable. **37.** La carte visée à l'article 36 fait preuve non contestable de son contenu pour toute la durée du décret et elle est la seule dont l'employeur doit tenir compte pour fins d'emploi d'un salarié et la seule également pour toutes les fins de l'Office.

1975, c. 51, a. 3.

Déduction de cotisation syndicale. **38.** Le fait qu'un salarié ait manifesté son choix suivant l'article 32 autorise l'employeur à précompter sur la paie de ce salarié la cotisation syndicale et oblige l'employeur à remettre cette cotisation à l'Office en même temps que son rapport mensuel.

Remise. L'Office remet les cotisations ainsi reçues aux associations représentatives, avec un bordereau nominatif.

1975, c. 51, a. 3.

Carte requise pour être employé. **39.** Aucun employeur ne peut employer un salarié après le troisième mois précédant la date d'expiration du décret à moins que ce salarié n'ait au préalable obtenu de l'Office la carte visée à l'article 36 après que ce salarié ait fait connaître à l'Office, suivant la procédure établie par ce dernier, son adhésion à une association représentative et que l'Office n'ait avisé en conséquence l'association intéressée.

1975, c. 51, a. 3.

- Adhésion obligatoire.** **40.** Tout employeur de l'industrie de la construction est tenu d'adhérer à l'association d'employeurs et de transmettre sa cotisation à l'Office en même temps que son rapport mensuel.
- Remise des cotisations.** L'Office remet à l'association d'employeurs les cotisations ainsi  
**Uniformité.** reçues avec un bordereau nominatif. La cotisation doit être uniforme, d'après la base choisie par l'association d'employeurs.  
 1975, c. 51, a. 32 (*partie*).
- Agent patronal.** **41.** L'association d'employeurs est l'unique agent patronal pour les fins de la négociation et de la conclusion d'une convention collective en vertu de la présente loi.
- Condition applicable à un secteur.** Toutefois, une condition de travail qui n'est applicable qu'à un secteur de l'industrie de la construction doit, pour être négociée, avoir été acceptée par les employeurs de ce secteur.
- Condition applicable aux membres d'une association.** De même, une condition de travail qui n'affecte que les membres d'une des associations représentatives doit, pour être négociée, avoir été acceptée par l'association intéressée.  
 1968, c. 45, a. 8; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 3.

## CHAPITRE V

### NÉGOCIATIONS

- Avis de négociation de convention.** **42.** Une ou plusieurs associations représentatives peuvent aviser par écrit l'association d'employeurs, ou l'association d'employeurs peut aviser par écrit une ou plusieurs associations représentatives, que ses ou leurs représentants sont prêts à négocier pour la conclusion d'une convention collective.
- Délai.** Cet avis peut être donné au plus tard le troisième mois qui précède la date d'expiration du décret.
- Avis aux autres associations.** Toute autre association représentative doit en être informée sans délai.
- Début des négociations.** Les négociations doivent commencer entre l'association d'employeurs et une ou plusieurs associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et elles doivent se poursuivre avec diligence et bonne foi.  
 1968, c. 45, a. 9; 1973, c. 28, a. 5; 1975, c. 51, a. 4.

- Conciliateur.** **43.** Si les négociations se sont poursuivies sans succès pendant soixante jours, l'une des parties peut demander au ministre de nommer un conciliateur.

**Conciliateur.** Sur réception de cette demande, le ministre nomme un concilia-

- Conciliateur.      teur et le charge de rencontrer les parties et de tenter d'effectuer une entente.  
Le ministre peut aussi, de son chef, nommer un tel conciliateur.  
1968, c. 45, a. 10.
- Entente considérée comme convention.      **44.** Pour être considérée comme convention collective, une entente doit être conclue par une ou plusieurs associations représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et par l'association d'employeurs.  
1968, c. 45, a. 11; 1973, c. 28, a. 6; 1975, c. 51, a. 5.
- Différend déferé à conseil d'arbitrage.      **45.** À défaut d'une telle entente, le différend peut être déferé à un conseil d'arbitrage conformément au Code du travail du consentement de l'association d'employeurs et des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.
- Grève ou lock-out.      La grève ou le lock-out est permis à la date originale d'expiration du décret, à moins que le différend soit déferé à un conseil d'arbitrage.  
1968, c. 45, a. 12; 1973, c. 28, a. 6; 1975, c. 51, a. 5.
- Convention applicable à tous les métiers et emplois.      **46.** Toute convention collective conclue en vertu de la présente loi doit fixer les conditions de travail applicables à tous les métiers et emplois de l'industrie de la construction; une seule convention peut être conclue à l'égard de ces métiers et emplois.
- Nullité d'entente.      Toute entente fixant des conditions de travail applicables à des métiers et emplois de l'industrie de la construction est nulle si elle n'a pas été conclue conformément à la présente loi.  
1968, c. 45, a. 13; 1973, c. 28, a. 7; 1975, c. 51, a. 6.

## CHAPITRE VI

### EXTENSION JURIDIQUE

- Arrêté en conseil.      **47.** Le gouvernement peut, sur requête de toute association représentative ou de l'association d'employeurs qui a signé une convention collective, décréter que cette convention s'applique à l'ensemble de l'industrie de la construction au Québec.  
1968, c. 45, a. 14; 1973, c. 28, a. 8; 1975, c. 51, a. 7.
- Publication.      **48.** Les dispositions de la convention collective ou de la sentence arbitrale sont publiées dans la *Gazette officielle du Québec*, dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue

	anglaise, avec avis de la réception d'une requête en demandant l'extension.
Enquête.	L'avis comporte que toute objection doit être formulée dans les trente jours. Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de la requête ou de toute objection formulée à l'encontre.
	1968, c. 45, a. 15; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 51, a. 98; 1973, c. 28, a. 9; 1973, c. 29, a. 1.
Recommandation par le ministre.	<b>49.</b> À l'expiration du délai ou après la tenue de l'enquête visée à l'article 48, le ministre peut recommander l'approbation de la requête par le gouvernement avec les modifications qu'il juge nécessaires et qui sont agréées par l'association d'employeurs et par les associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et l'adoption d'un décret à cette fin.
Modifications non agréées recommandées.	Le ministre peut recommander des modifications non agréées par les associations visées au premier alinéa, pour soustraire une autre association de salariés ou les membres d'un secteur de l'association d'employeurs à une clause discriminatoire ou à une clause qui n'affecte que ses membres et à laquelle elle n'a pas consenti.
Décision motivée.	Dans le cas de refus d'une requête en extension juridique, le ministre doit motiver sa décision.
	1968, c. 45, a. 16; 1973, c. 28, a. 10; 1975, c. 51, a. 8.
Dates où les clauses de l'entente deviennent exécutoires.	<b>50.</b> Le décret est publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> et sujet à cette publication, les clauses de l'entente reproduites dans le décret après application, s'il y a lieu, de l'article 49, deviennent exécutoires pour tous les employeurs et pour tous les salariés, à compter de la ou des dates convenues entre les parties s'il en est et à défaut, à compter de la ou des dates que fixe le décret mais qui ne peuvent être antérieures à la date de l'expiration du décret précédent.
	1968, c. 45, a. 17; 1973, c. 29, a. 2.
Prolongation ou abrogation du décret.	<b>51.</b> Le gouvernement peut prolonger ou abroger le décret, avec le consentement de l'association d'employeurs et celui des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent.
Modification du décret.	Il peut aussi, sur la recommandation du ministre, modifier le décret avec le consentement de l'association d'employeurs et celui des associations de salariés représentatives à un degré de plus de cinquante pour cent et après publication d'un avis à cet effet dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
Entrée en vigueur du décret d'abrogation ou de modification:	Les dispositions de l'article 50 s'appliquent au décret d'abrogation ou de modification, mais non au décret de prolongation, lequel entre



en vigueur à compter de son adoption mais doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

Prolongation, abrogation ou modification du décret après audition des parties.

Le gouvernement peut aussi, sur la recommandation du ministre, prolonger, abroger ou modifier le décret sans le consentement de l'association d'employeurs ou des associations de salariés quand il est d'avis que dans l'intérêt public, cette solution est la seule qui puisse remédier à la situation existante; il ne peut toutefois modifier ainsi le décret, sans que ces associations ne soient invitées à être entendues devant la Commission parlementaire du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret.

Décret exécutoire.

Toute décision adoptée en vertu de l'alinéa précédent est exécutoire pour tous les employeurs et pour tous les salariés à compter de la date qui y est indiquée; elle doit être publiée sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

1968, c. 45, a. 18; 1973, c. 28, a. 11; 1974, c. 38, a. 1; 1975, c. 51, a. 9.

Effet de la publication.

**52.** La publication du décret dans la *Gazette officielle du Québec* rend non recevable toute contestation soulevant l'incapacité des parties à la convention collective, l'invalidité de cette dernière et l'insuffisance des avis; et à tous autres égards, elle crée généralement une présomption irréfragable établissant la légalité de tous les procédés relatifs à son adoption.

1968, c. 45, a. 19; 1968, c. 23, a. 8.

Effet du décret.

**53.** L'adoption du décret rend obligatoires toutes les clauses de la convention collective; ses dispositions sont d'ordre public.

1968, c. 45, a. 20.

Responsabilité solidaire.

**54.** Tout employeur professionnel qui passe un marché avec un sous-entrepreneur ou un sous-traitant, directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou ce sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret.

1968, c. 45, a. 21.

Durée du décret.

**55.** La durée du décret est d'au moins un an et d'au plus trois ans, sous réserve de l'article 51.

1968, c. 45, a. 22; 1974, c. 38, a. 2.

- Grève et lock-out prohibés. **56.** La grève et le lock-out sont prohibés pendant la durée d'un décret.  
1968, c. 45, a. 23.
- Grève ou ralentissement de travail interdits. **57.** Nulle association de salariés, nul dirigeant, délégué, agent d'affaires ou représentant d'une telle association ou nul salarié ne doit ordonner, encourager ou appuyer une grève ou un ralentissement de travail pendant la durée d'un décret ou y prendre part.
- Fardeau de la preuve au prévenu. Dans une poursuite par suite d'une telle grève ou d'un tel ralentissement de travail, la preuve incombe au prévenu qu'il ne l'a pas ordonné, encouragé ou appuyé ou n'y a pas participé.  
1968, c. 45, a. 24; 1975, c. 50, a. 2.
- Lock-out interdit. **58.** Nulle association d'employeurs nul employeur, nul administrateur, dirigeant ou représentant d'une telle association ou d'un employeur ne doit ordonner, encourager ou appuyer un lock-out pendant la durée du décret ou y prendre part.
- Fardeau de la preuve au prévenu. Dans une poursuite par suite d'un tel lock-out, la preuve incombe au prévenu qu'il ne l'a pas ordonné, encouragé ou appuyé ou n'y a pas participé.  
1975, c. 50, a. 2.
- Poursuites. **59.** Toute poursuite pour contravention à l'article 57 ou à l'article 58 ne peut être intentée que par le procureur général ou par toute personne que ce dernier autorise généralement ou spécialement à cette fin.  
1975, c. 50, a. 2.
- Maintien de l'emploi. **60.** Nul ne cesse d'être un salarié pour l'unique raison qu'il a cessé de travailler par suite d'une grève ou lock-out.  
1968, c. 45, a. 25.

## CHAPITRE VII

### CONTENU DU DÉCRET

- Classification des emplois. **61.** Le décret doit contenir des dispositions concernant la classification des emplois, la rémunération, le bulletin de paie, la durée du travail, les heures supplémentaires, les jours fériés, les congés payés, le délai-congé, le régime complémentaire de sécurité sociale, la durée du décret et la procédure applicable pour sa modification.
- Sécurité syndicale. Il doit aussi contenir des dispositions concernant la sécurité syndi-

cale, y compris le précompte des cotisations, les délégués syndicaux, la procédure de règlement des griefs et l'exercice des recours des salariés contre les mesures disciplinaires prises par l'employeur.

Ancienneté.

Il peut aussi contenir notamment des dispositions concernant l'ancienneté, les mouvements de main-d'oeuvre, les travaux par roulement, les travaux de nuit et les travaux du dimanche ainsi que les majorations de salaire, les primes, les indemnités et allocations diverses, les tableaux d'affichage, les vestiaires et les outils.

1968, c. 45, a. 28; 1969, c. 51, a. 99; 1975, c. 51, a. 10.

Arbitrage des griefs.

**62.** Tout grief portant sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 61 ou sur l'ancienneté, les mouvements de main-d'oeuvre ou le tableau d'affichage doit être déféré à un arbitre unique. Cet arbitre est choisi par les parties au moment des négociations; à défaut d'entente, il est nommé par l'Office parmi les personnes dont les noms apparaissent sur la liste dressée annuellement par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre en vertu du deuxième alinéa de l'article 78 du Code du travail.

Arbitrage des griefs.

Lorsqu'il n'y a pas de décret, tout grief peut être soumis à l'arbitrage de la façon ci-dessus.

1968, c. 45, a. 30; 1975, c. 51, a. 11.

Motifs de récusation d'un arbitre.

**63.** L'arbitre ne doit avoir aucun intérêt dans un grief qui lui est soumis, ni avoir agi à titre d'agent d'affaires, de procureur, de conseiller ou de représentant d'une des parties dans la négociation de la convention collective donnant ouverture au grief, dans l'application de cette convention ou dans la négociation de son renouvellement.

1968, c. 45, a. 31; 1975, c. 51, a. 12.

Déclaration de l'arbitre.

**64.** L'arbitre qui connaît cause valable de récusation en sa personne est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, de la déclarer par écrit versé au dossier.

Déclaration des parties.

La partie qui sait cause de récusation contre l'arbitre doit faire de même sans délai.

Renonciation.

Les parties peuvent renoncer par écrit versé au dossier à leur droit de récusation, mais celui en qui existe cause de récusation peut s'abstenir de siéger même si la récusation n'est pas proposée.

1975, c. 51, a. 12.

Requête en récusation.

**65.** Une partie peut adresser au tribunal du travail à Montréal ou à Québec une requête en récusation, avec avis de trois jours signifié à l'autre partie et à la personne dont on demande la récusation. À l'expiration de ce délai, un juge du tribunal décide de la requête à

- moins que la personne dont on demande la récusation n'ait consenti à se récuser par un écrit versé au greffe du tribunal.
- Suspension de l'enquête.** Depuis la signification de la requête en récusation et jusqu'à ce qu'il en soit décidé, l'arbitre doit suspendre l'enquête sur le grief dont il est saisi.
- Effet des décisions.** Si la récusation est jugée valable, l'arbitre est aussitôt dessaisi de ce grief; si elle est jugée non valable, l'arbitre peut également refuser d'entendre ce grief.
- Vacances.** Toute vacance créée par le retrait volontaire ou par la récusation prononcée par le tribunal est remplie suivant la procédure établie pour la nomination initiale.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Immunité.** **66.** Aucune personne agissant à titre d'arbitre des griefs ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Instruction du grief.** **67.** L'arbitre doit procéder en toute diligence à l'instruction du grief et, sauf disposition contraire de la convention collective ou du décret, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés. Dans tous les cas, il doit donner au salarié, à son association et à l'employeur l'occasion d'être entendus.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Témoins.** **68.** À la demande d'une partie, l'arbitre des griefs peut, s'il le juge utile, assigner par écrit des témoins.
- Refus de comparaître.** Une personne ainsi assignée qui refuse de comparaître ou de témoigner peut y être contrainte et être condamnée selon la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15).
- Taxe des témoins.** Le témoin assigné a droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure et au remboursement des frais de déplacement et de séjour encourus à cette fin. Cette taxe est payable par la partie qui a proposé cette assignation, mais la personne qui bénéficie de son salaire durant cette période n'a droit qu'au remboursement des frais de déplacement et de séjour.
- Serment ou affirmation solennelle.** L'arbitre des griefs peut exiger et recevoir le serment ou l'affirmation solennelle d'un témoin qui bénéficie alors de l'immunité prévue au deuxième alinéa de l'article 11 de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).
- 1975, c. 51, a. 12.
- Visite des lieux.** **69.** À la demande de l'une des parties, l'arbitre peut, s'il le croit

- utile, visiter les lieux de travail qui se rapportent au grief dont il est saisi.
- Invitation des parties. Si la demande est accueillie, l'arbitre doit inviter les parties à l'accompagner.
- Examen des biens. À l'occasion d'une visite des lieux de travail, l'arbitre peut examiner tout bien meuble ou immeuble. Il peut aussi à cette occasion, si les parties présentes y consentent, interroger les personnes qui s'y trouvent.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Décision de l'arbitre. **70.** À moins que la convention collective ou le décret ne contienne une disposition contraire, l'arbitre doit rendre une décision à partir de la seule preuve recueillie à l'enquête.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Cassation de décision d'employeurs. **71.** À moins que la convention collective ou le décret ne contienne une disposition contraire, l'arbitre peut, en matière disciplinaire, casser ou modifier la décision de l'employeur et rendre toute ordonnance complémentaire jugée nécessaire en raison d'un tel changement.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Accord des parties. **72.** En tout temps, les parties peuvent s'entendre sur l'une des questions faisant l'objet du grief; un tel accord lie l'arbitre.
- Consignation de l'accord. L'accord est consigné à la décision arbitrale qui ne peut alors porter sur ce point.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Décision motivée. **73.** La décision arbitrale doit être motivée et rendue par écrit.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Délai pour rendre décision. **74.** À défaut d'un délai fixé à la convention collective ou au décret, l'arbitre doit rendre sa décision dans les soixante jours de sa nomination à moins que les parties consentent au préalable et par écrit à accorder un délai supplémentaire d'un nombre de jours précis.
- Décision par tribunal du travail. Au-delà de cette période, le tribunal du travail peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour qu'une telle décision soit rendue dans les meilleurs délais et soit déposée.
- 1975, c. 51, a. 12.
- Décision sans appel. **75.** La décision arbitrale est sans appel et lie les parties. L'arbitre

- doit déposer la décision en deux exemplaires ou copies conformes à l'original à l'Office et transmettre en même temps une copie de la décision à chacune des parties. La décision arbitrale prend effet dès son dépôt.
- Ordonnance pour dépôt de décision. À défaut par l'arbitre de déposer la décision ou de la transmettre aux parties, le tribunal du travail peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour que la décision soit déposée ou transmise aux parties dans les meilleurs délais.  
1975, c. 51, a. 12.
- Certification. **76.** Le secrétaire de l'Office peut certifier conforme toute décision arbitrale qui a été déposée selon l'article 75.  
1975, c. 51, a. 12.
- Homologation de décision. **77.** Sur présentation au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district du lieu de l'entreprise en cause d'une copie authentique de la décision arbitrale, la cour peut, sur requête de l'association, de l'employeur ou de l'intéressé, homologuer la décision avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors session, le juge de la cour a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.
- Jugement sans appel. Le jugement homologuant la décision arbitrale est sans appel et la décision homologuée est exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement.  
1975, c. 51, a. 12.
- Placement des salariés. **78.** 1. L'Office est responsable du placement des salariés de la construction.
- Règlement sur bureaux de placement. Il doit, au plus tard le premier juillet 1976, adopter tout règlement, nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire:
- a) prévoyant, à l'égard des bureaux de placement privés existant le 25 juin 1975, toute mesure, y compris leur réglementation, leur abolition ou leur remplacement par un système que contrôle l'Office;
  - b) prévoyant des critères d'embauche.
- Subventions. Le ministre peut verser à l'Office des subventions aux fins du présent article.
- Réception des plaintes. 2. Nonobstant l'article 121 ou toute disposition législative contraire, l'Office est seul habilité à recevoir les plaintes relatives au placement et à poursuivre en justice en cette matière, le cas échéant. Les poursuites ne peuvent être intentées que par la personne que

l'Office autorise généralement ou spécialement à cette fin.

1968, c. 45, a. 32; 1970, c. 35, a. 4; 1971, c. 46, a. 2; 1973, c. 28, a. 12; 1975, c. 51, a. 13.

Sécurité des salariés. **79.** L'Office est chargé de la mise en application de toute disposition législative ou réglementaire concernant la sécurité des salariés de la construction.

Subventions. Le ministre peut verser à l'Office des subventions aux fins du présent article.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 14.

**non en vigueur**

Formation des salariés.

**80.** 1. L'Office est chargé de l'application de tout règlement concernant la formation et la qualification professionnelles des salariés de la construction.

Subventions. Le ministre peut verser à l'Office des subventions aux fins du présent article.

Approbation des règlements. 2. Tout règlement adopté par l'Office en vertu des articles 78, 79 ou 80 est soumis à l'approbation du gouvernement.

Fonctions du conseil d'arbitrage. 3. Le conseil d'arbitrage institué en vertu de l'article 41 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (chapitre F-5) est chargé de régler les conflits de compétence relatifs à l'exercice d'un métier ou d'un emploi commun ainsi que d'entendre et de disposer de l'appel de toute personne qui se croit lésée par l'application de toute loi ou règlement relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 15.

Pouvoirs de l'Office. **81.** En vue d'assurer la mise à exécution du décret, l'Office peut:

a) exercer les recours qui naissent du décret en faveur des salariés qui n'ont pas fait signifier de poursuite dans un délai de quinze jours de l'échéance, et ce, nonobstant toute loi à ce contraire, toute opposition ou toute renonciation expresse ou implicite du salarié, et sans être tenue de justifier d'une cession de créance par l'intéressé, de le mettre en demeure, de lui dénoncer la poursuite, ni d'alléguer et de prouver l'absence de poursuite dans ce délai de quinze jours, ni de produire le certificat de qualification;

b) aux mêmes conditions, reprendre l'instance au lieu et place de tout salarié qui, ayant fait signifier une telle poursuite, a négligé de procéder pendant quinze jours;

c) recouvrer tant de l'employeur que du salarié qui violent les dispositions d'un décret relatives au salaire, et de chacun d'eux, une somme égale à 20% de la différence entre le salaire obligatoire et celui reçu par le salarié;

d) effectuer tout règlement, compromis ou transaction jugé convenable dans les cas prévus aux trois paragraphes ci-dessus;

e) en tout temps, examiner le système d'enregistrement, le registre obligatoire et la liste de paie de tout employeur, en prendre des copies ou extraits, vérifier auprès de tout employeur et de tout salarié le taux du salaire, la durée du travail et l'observance des autres dispositions du décret;

f) en tout temps, requérir de tout employeur ou de tout salarié, et même au lieu du travail, privément et par déclaration solennelle ou sous serment conformément au Code de procédure civile, les renseignements jugés nécessaires;

g) par demande écrite adressée à tout employeur ou entrepreneur-artisan, exiger qu'une copie qu'elle lui transmet de l'échelle des salaires rendus obligatoires, ou de toute décision ou règlement, soit affichée et maintenue affichée à un endroit convenable et de la façon prescrite dans la demande;

h) par résolution, accorder à tout salarié d'après la preuve jugée suffisante d'aptitudes physiques ou mentales restreintes un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 16.

Pouvoirs additionnels.

**82.** L'Office peut, de plus, par règlement approuvé par le gouvernement et publié dans la *Gazette officielle du Québec*:

a) rendre obligatoire, pour tout employeur, un système d'enregistrement des travaux de construction ou la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret;

b) obliger tout employeur à lui transmettre un rapport mensuel selon la formule prescrite par l'Office comportant, entre autres, les mentions suivantes: nom, prénoms et adresse de chacun de ses salariés, sa qualification, nombre d'heures de travail normales et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé, les congés payés, les cotisations de sécurité sociale et toute autre mention jugée utile;

c) prélever de l'employeur seul ou de l'employeur et du salarié ou du salarié seul, les sommes nécessaires à son administration; ce prélèvement est soumis aux conditions suivantes:

1° l'état estimatif des recettes et des dépenses doit être soumis au gouvernement, en même temps que le règlement fixant la méthode et le taux du prélèvement;

2° le prélèvement ne doit jamais excéder un demi pour cent de



la rémunération du salarié et un demi pour cent de la liste de paie de l'employeur;

3° le règlement peut déterminer la base de calcul du prélèvement;

4° l'employeur peut être obligé de percevoir le prélèvement imposé aux salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers;

d) former des sous-comités régionaux chargés de le conseiller;

e) former tout comité ou sous-comité pour l'aider dans l'exécution de son mandat.

f) percevoir des employeurs et des salariés toute contribution ou cotisation imposée par décret.

Après l'expiration d'un décret, l'employeur et le salarié restent tenus au paiement de telle contribution ou cotisation et l'Office continue de la percevoir;

g) confier à la Caisse de dépôt et placement du Québec toute somme perçue en excédent de tout montant nécessaire pour couvrir les frais d'administration, le paiement des prestations dues en vertu du régime complémentaire d'avantages sociaux qu'il administre, le paiement des primes d'assurance et l'acquittement des frais de même nature, selon les modalités établies par le gouvernement, après avis de l'Office et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Application après  
expiration du décret.

Les paragraphes *a* et *b* du premier alinéa continuent de s'appliquer nonobstant l'expiration du décret.

1971, c. 46, a. 2; 1973, c. 29, a. 3; 1975, c. 51, a. 17; 1975, c. 19, a. 14.

Infractions et peines.

**83.** Tout employeur qui ne tient pas le système d'enregistrement, le registre ou la liste de paye obligatoires, tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir aux employés de l'Office les renseignements prévus au paragraphe *a* de l'article 82, en la manière y prescrite, ou ne leur accorde pas sur demande, ou retarde à leur accorder, l'accès au lieu du travail, au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paye ou autres documents, tel que prévu audit paragraphe, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de cinquante à cent dollars; au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de cent à trois cents dollars.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 19.

Infractions et peines.

**84.** Quiconque moleste, incommode ou injurie un membre ou un employé de l'Office dans l'exercice de ses fonctions, ou autrement met obstacle à tel exercice, commet une infraction et est passible, sur

poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de trois cents dollars à mille dollars.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 20.

Une seule unité de négociation.

**85.** L'ensemble des salariés de l'Office constitue une seule unité de négociation pour les fins de l'accréditation qui peut être accordée en vertu du Code du travail.

1971, c. 46, a. 2; 1975, c. 51, a. 21.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS SPÉCIALES

«syndicat», «union»;

**86.** Aux fins du présent chapitre, on entend par «syndicat» ou «union» tout syndicat, union ou association de salariés affilié à une association représentative.

Délégué de chantier.

La fonction de délégué de chantier est régie par les dispositions suivantes:

Droit de représentation.

Tout syndicat ou union a le droit d'être représenté par un délégué de chantier dans le chantier dont l'employeur emploie au moins sept salariés et plus, membres de ce syndicat ou de cette union, sous réserve des dispositions suivantes:

#### 1. — *Election*

Scrutin secret.

Le délégué de chantier doit être élu, au scrutin secret, à la majorité des membres du syndicat ou de l'union déjà à l'emploi de l'employeur et parmi ces membres.

Chantier.

Aux fins du présent article, le chantier est constitué de l'ensemble des travaux effectués par un employeur pour un même projet.

Délégués supplémentaires.

Chaque augmentation subséquente de cinquante employés de chantier membres du syndicat ou de l'union chez un même employeur donne aux employés le droit d'élire un délégué supplémentaire.

#### 2. — *Reconnaissance*

Avis à l'employeur.

L'employeur doit reconnaître le délégué de chantier ainsi nommé comme représentant du groupe de salariés membres du syndicat ou de l'union concerné après que ce syndicat ou cette union l'a avisé par écrit de l'élection.

#### 3. — *Fonctions du délégué de chantier*

Travail raisonnable.

a) Le délégué de chantier est un salarié de l'employeur et à ce

- titre, il doit fournir une somme de travail raisonnable compte tenu de ses fonctions syndicales.
- Enquêtes sur litiges.      *b)* En sa qualité de délégué de chantier, il peut, pendant les heures de travail, sans diminution de salaire mais seulement après avoir avisé le représentant de l'employeur, enquêter sur les litiges concernant l'application du décret et en discuter avec l'employeur.
- Entente sur temps alloué.      *c)* Le temps alloué pour les activités syndicales du délégué fait l'objet d'une entente entre l'employeur et ce dernier, compte tenu du nombre de salariés que représente le délégué mais ne peut excéder trois heures par jour ouvrable.
- Absence plus longue.      *d)* Lorsque par exception, le délégué doit s'absenter de son poste de travail pour une période plus longue que celle fixée à l'entente, il doit justifier cette prolongation d'absence auprès de son employeur.

#### 4. — *Préférence d'emploi*

- Conditions.      Le délégué de chantier jouit de la préférence d'emploi sur son chantier à l'égard de tous les salariés s'il remplit les deux conditions suivantes:
- a)* s'il représente sept salariés membres de son syndicat ou de son union et
- b)* s'il y a du travail à exécuter dans son métier, son emploi ou sa spécialité.

#### 5. — *Formation professionnelle*

- Absence sans solde.      Si le délégué et son syndicat ou son union décident que le délégué a besoin d'une période de formation professionnelle afin de bien remplir ses nouvelles fonctions, celui-ci pourra s'absenter, sans solde, de son travail pour assister aux cours pertinents. La durée de cette absence devra être négociée entre les parties, en tenant compte des particularités de l'industrie.
- Autorisation.      Le délégué doit préalablement obtenir l'autorisation de l'employeur, laquelle ne doit jamais être refusée sans motif raisonnable.

#### 6. — *Préavis de mise à pied*

- Préavis ou indemnité.      Lorsqu'un employeur désire mettre à pied pour une période de plus de cinq jours un délégué de chantier, il doit lui donner un préavis de trois jours ouvrables. Ce préavis doit également être transmis, par écrit, au syndicat ou à l'union du délégué, dans ce même délai. À défaut de ce faire, l'employeur doit verser une indemnité égale à quatre heures de salaire au taux de salaire effectif, non majoré, pour chaque jour de défaut, jusqu'à concurrence de trois jours ouvrables.

1975, c. 50, a. 3.

- Clause réputée non écrite. **87.** Toute clause d'une convention collective ou d'un décret relative à la fonction de délégué de chantier est réputée non écrite.
- Recours prévus. Cependant, tout différend quant à l'application des paragraphes 2, 4, 5 et 6 de l'article 86 donne ouverture aux recours prévus dans la convention collective ou le décret qui régit le travailleur concerné comme si ces dispositions étaient contenues dans la convention ou le décret.
- 1975, c. 50, a. 3.
- Obligation d'installer des matériaux sur l'ordre de l'employeur. **88.** Sous réserve de l'application d'une clause d'une convention collective ou d'un décret relative au travail dans des conditions dangereuses,
- a) aucun salarié ne peut refuser d'installer ou de manutentionner des matériaux que son employeur lui ordonne d'installer ou de manutentionner;
- b) aucun syndicat ou union ne peut obliger ou tenter de forcer un salarié à ne pas installer ni manutentionner des matériaux que son employeur lui demande d'installer ou de manutentionner;
- c) les paragraphes *a* et *b* ne peuvent être interprétés comme permettant à l'employeur d'obliger un salarié à installer les matériaux dans l'exécution des travaux qui ne relèvent pas de la famille des métiers ou emplois à laquelle il appartient.
- 1975, c. 50, a. 3.
- Clause réputée non écrite. **89.** Toute clause d'une convention collective ou d'un décret relative aux matières visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 88 est réputée non écrite.
- 1975, c. 50, a. 3.
- Clause nulle. **90.** Toute entente relative à l'utilisation de matériaux portant l'étiquette syndicale est nulle de plein droit.
- 1975, c. 50, a. 3.
- Procédure. **91.** L'incapacité visée à l'article 26 donne lieu à la procédure prévue à l'article 838 du Code de procédure civile, à la suite d'une requête présentée par tout membre du syndicat ou de l'union ou par le procureur général.
- Exception. L'article 839 dudit Code ne s'applique pas lorsque le procureur général est requérant.
- Amende. L'amende à laquelle peut être condamné le défendeur est celle qui est prévue à l'article 117 et non celle que prévoit l'article 840 du Code de procédure civile.
- Charge réputée vacante. Nonobstant l'article 841 dudit Code, la charge qu'occupait le

défendeur est réputée vacante à compter du jugement sur la requête, nonobstant appel.

1975, c. 50, a. 3.

- Administration.** **92.** 1. L'Office administre les régimes complémentaires d'avantages sociaux et, à cette fin, il peut faire tout règlement pour donner effet à une disposition d'un décret visant à la création ou à la modification d'un régime complémentaire d'avantages sociaux. Il continue la gestion de ces régimes qui demeurent en vigueur, même pour la période qui suit l'expiration du décret. Seule une disposition expresse du décret peut modifier le montant des cotisations ou contributions affectées aux régimes complémentaires d'avantages sociaux ou modifier ou abolir toute disposition expresse du décret en regard de ce régime.
- Frais d'administration.** 2. L'Office peut retenir, à même les sommes qu'il reçoit en la matière, les montants nécessaires pour acquitter ses frais d'administration, pour effectuer le paiement des prestations dues en vertu d'un régime qu'il administre, le paiement des primes d'assurance et l'acquittement de frais de même nature. Il confie à la Caisse de dépôt et placement du Québec le surplus annuel des sommes reçues selon les modalités déterminées par le gouvernement après avis de l'Office et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.
- Modalités de transfert de sommes.** 3. L'Office peut établir par règlement les modalités nécessaires pour transférer à un autre régime toute somme provenant du patrimoine d'un régime supplémentaire de rentes applicable à l'industrie de la construction pour un groupe de salariés assujettis jusque-là au décret de la construction. Il peut aussi établir par règlement les modalités nécessaires pour maintenir le régime d'avantages sociaux en faveur de salariés qui ne sont plus assujettis au décret de la construction, si leur propre convention collective ou décret le permet.
- 1975, c. 19, a. 15.
- Appel au président de l'Office.** **93.** Si une personne n'est pas satisfaite d'une décision de l'Office quant à son admissibilité ou quant au montant d'une prestation, ou si l'Office n'a pas rendu de décision dans les quatre-vingt-dix jours de la demande écrite, elle peut en appeler au président de l'Office dans les soixante jours suivant la décision ou, s'il n'y a pas de décision dans ce délai, dans les soixante jours suivant l'expiration de ce délai.
- Décision.** Le président rend sa décision dans les vingt jours de l'appel.
- Appel.** La décision du président est elle-même sujette à un appel dans les soixante jours devant le tribunal du travail; la décision de ce dernier est sans appel.
- 1975, c. 19, a. 15.

## CHAPITRE IX

### LIBERTÉ SYNDICALE

- Droit des salariés.** **94.** Tout salarié a droit d'appartenir à une association de salariés de son choix et de participer à ses activités et à son administration mais il ne peut appartenir qu'à une seule association de salariés.
- 1968, c. 45, a. 33; 1972, c. 10, a. 1; 1973, c. 28, a. 15; 1975, c. 51, a. 23.
- Déclaration.** **95.** 1. Tout syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en corporation qui fait affaires au Québec doit déposer à l'Office une déclaration faite par écrit, et signée par le président lorsque son siège social ou sa place d'affaires est au Québec, ou par la personne qui dirige l'association au Québec lorsque son siège social ou sa place d'affaires est en dehors du Québec.
- Contenu de la déclaration.** 2. Cette déclaration doit contenir les mentions suivantes:
- a) la dénomination du syndicat ou du groupement;
  - b) l'adresse de son siège social et, si ce siège social est en dehors du Québec, l'adresse de sa place d'affaires au Québec;
  - c) le nom, l'adresse et la citoyenneté de chaque dirigeant et représentant résidant au Québec, le poste occupé par chacun d'eux au sein du syndicat ou groupement et la manière selon laquelle il a été élu ou nommé;
  - d) la dénomination et l'adresse de toute union, fédération, confédération, conseil de métiers, conseil provincial de métiers ou fédération de tels conseils auquel il est affilié ou avec lequel il a conclu un contrat de service;
  - e) le statut juridique de l'association.
- Copie des statuts et règlements.** 3. Cette déclaration doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme des statuts et des règlements du syndicat ou groupement.
- Délai.** 4. La déclaration doit être faite dans les soixante jours qui suivent le commencement des activités.
- Déclaration des changements.** 5. Chaque fois qu'il y a quelque changement dans les sujets visés au paragraphe 2 du présent article, une déclaration doit en être faite de la même manière dans les soixante jours qui suivent ce changement.
- Entrée dans registre.** 6. L'Office entre chaque déclaration dans un registre qu'il tient à cet effet.
- 1975, c. 51, a. 25.
- Transmission à l'Office.** **96.** 1. Les statuts de tout syndicat ou groupement mentionné au

paragraphe 1 de l'article 95 et toute modification auxdits statuts doivent être transmis à l'Office.

Normes.

2. Les statuts doivent répondre aux normes minimales suivantes:

a) l'élection des personnes occupant une fonction de direction, la grève, l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective et la fixation de la cotisation ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par la majorité des membres présents à une assemblée dûment convoquée;

b) tout membre a le droit d'exprimer sa dissidence lors de toute assemblée syndicale ou de tout vote sans encourir aucune sanction;

c) tout dirigeant chargé de la gestion financière du syndicat ou groupement doit déposer à l'Office, un cautionnement d'un montant déterminé par ce dernier;

d) tout membre a droit d'obtenir gratuitement de son syndicat ou groupement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé, en français, des revenus et dépenses de son syndicat ou groupement;

e) le mode de convocation des assemblées doit y être prévu.

1975, c. 51, a. 25.

Copie des états financiers.

**97.** Tout syndicat ou groupement visé à l'article 95 doit déposer à l'Office, au cours du mois de mars de chaque année, une copie de ses états financiers pour l'année précédente, certifiés conformes par un comptable agréé résidant au Québec.

1975, c. 51, a. 25.

Sollicitation interdite.

**98.** Personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association de salariés, solliciter, pendant les heures de travail, l'adhésion d'un salarié à une association.

1968, c. 45, a. 34.

Réunions.

**99.** Une association de salariés ne doit tenir aucune réunion de ses membres au lieu du travail sans le consentement de l'employeur.

1968, c. 45, a. 35.

Ingérence dans une association de salariés.

**100.** Aucun employeur, ni aucune personne agissant pour un employeur ou une association d'employeurs, ne doit chercher d'aucune manière à dominer, entraver ou financer la formation ou les activités d'une association de salariés, ni à y participer.

Ingérence dans une association d'employeurs.

Aucune association de salariés, ni aucune personne agissant pour le compte d'une telle association, ne doit adhérer à une association d'employeurs, ni ne doit chercher à dominer, entraver ou financer la formation ou les activités d'une telle association, ni à y participer.

1968, c. 45, a. 37.

Intimidation contre les  
membres d'une association  
de salariés.

**101.** Un employeur ne doit pas chercher à intimider une personne:

a) parce qu'elle est membre d'une association de salariés ou du bureau d'une telle association;

b) pour la contraindre à devenir membre ou à s'abstenir de devenir membre d'une association de salariés ou du bureau d'une telle association; ou

c) pour l'inciter à quitter une association de salariés pour devenir membre d'une autre.

Personnes agissant pour  
l'employeur.

Cette prohibition s'applique non seulement à l'employeur, mais aussi aux personnes agissant pour lui et aux associations d'employeurs.

Manoeuvres réputées de  
l'intimidation.

Est réputé intimider une personne celui qui, pour les fins ou raisons susdites, refuse de l'embaucher ou la licencie, menace de la licencier, lui impose une peine disciplinaire, lui refuse l'avancement auquel elle aurait normalement droit ou use de favoritisme dans la conduite ou la répartition du travail.

Exception.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de ne pas embaucher, de mettre à pied, congédier ou déplacer un salarié pour un motif juste et suffisant dont la preuve lui incombe.

1968, c. 45, a. 38; 1975, c. 50, a. 4.

Discrimination.

**102.** Une association de salariés ne peut exercer des mesures discriminatoires contre un salarié pour la seule raison qu'il adhère à une autre association ou s'abstient d'adhérer à une association.

1968, c. 45, a. 39.

Discrimination dans  
l'embauchage.

**103.** Il est interdit à un employeur de refuser d'embaucher un salarié pour la seule raison que ce dernier ne lui a pas été présenté par l'entremise d'une association de salariés ou du bureau de placement d'une telle association.

1968, c. 45, a. 40.

Discrimination.

**104.** Il est interdit à une association de salariés de refuser d'accepter comme membre un salarié parce que ce dernier n'a pas été embauché par l'entremise du bureau de placement de cette association.

1968, c. 45, a. 41.

Plainte au ministre.

**105.** Toute association représentative ou tout salarié peut soumettre au ministre toute plainte qui naît de l'application des dispositions du présent chapitre, au moyen d'un avis écrit qu'il doit lui faire



parvenir dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle a eu lieu le fait dont il se plaint.

Enquête.

Le ministre peut alors nommer un enquêteur et le charger de lui faire rapport dans les huit jours qui suivent. Si huit jours après l'expiration de ce délai le salarié n'a pas reçu satisfaction, la question est soumise à un seul arbitre nommé par le ministre et choisi parmi les personnes dont les noms apparaissent sur la liste dressée annuellement par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre en vertu du deuxième alinéa de l'article 78 du Code du travail.

Décision arbitrale.

La décision arbitrale doit être rendue dans les trente jours de la nomination de l'arbitre ou dans les cinq jours de la fin de l'enquête, au premier de ces termes. Elle a le même effet qu'une décision rendue en vertu de l'article 63.

1968, c. 45, a. 42.

Fardeau de la preuve.

**106.** Si le salarié établit à la satisfaction de l'arbitre qu'il exerce un droit lui résultant du présent chapitre, il incombe à l'association de salariés ou à l'employeur, suivant le cas, de prouver qu'il avait un motif juste et suffisant de poser le geste dont le salarié s'est plaint.

1968, c. 45, a. 43.

Réintégration du salarié.

**107.** L'arbitre peut ordonner à l'employeur de réintégrer le salarié dans son emploi dans les huit jours qui suivent la signification de la décision, avec tous ses droits et privilèges et de lui payer, à titre d'indemnité, l'équivalent du salaire et des autres avantages dont il a été privé illégalement.

Réintégration du salarié.

L'arbitre peut aussi ordonner à l'association de salariés de réintégrer le salarié dans ses rangs avec le maintien des avantages dont il a été privé illégalement.

1968, c. 45, a. 44.

## CHAPITRE X

### SÉCURITÉ SYNDICALE

Choix de l'association  
sauvegardé.

**108.** Toute clause de sécurité syndicale ayant pour effet de priver un salarié du droit d'appartenir à l'association de salariés représentative de son choix est interdite.

1968, c. 45, a. 45.

## CHAPITRE XI

### PROCÉDURE

- Chapitre D-2, aa. 40-53, applicables. **109.** Les articles 40 à 53 de la Loi sur les décrets de convention collective s'appliquent *mutatis mutandis*, comme s'ils étaient partie intégrante de la présente loi.  
1968, c. 45, a. 49.
- Recours des salariés exercés par association. **110.** Toute association de salariés peut exercer, à l'égard des sujets mentionnés au deuxième alinéa de l'article 61 ou à l'article 62, les recours que le décret ou la convention collective accorde à chacun des salariés qu'elle représente, sans avoir à justifier d'une cession de créance de l'intéressé.  
1968, c. 45, a. 50.
- Prescription. **111.** Les droits et recours qui naissent d'une décision arbitrale rendue conformément à l'article 63 se prescrivent par six mois à compter du jour où la cause d'action a pris naissance. Le recours à la procédure de règlement des griefs interrompt la prescription.  
1968, c. 45, a. 51.
- Infraction et peine. **112.** Toute association représentative qui fait défaut de négocier conformément à l'article 42, commet une infraction et est passible d'une amende de cent à mille dollars pour chaque jour ou fraction de jour que dure l'infraction.  
1968, c. 45, a. 52.

## CHAPITRE XII

### PÉNALITÉ

- Grève et lock-out illégaux. **113.** Quiconque ordonne, encourage ou appuie une grève, un ralentissement de travail ou un lock-out contrairement aux dispositions de la présente loi ou y participe est passible, s'il s'agit d'un employeur, d'une association, d'un membre du bureau ou d'un représentant d'une association, d'une amende de cinq mille à cinquante mille dollars pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève, ce lock-out ou ce ralentissement existe et dans tous autres cas, d'une amende de vingt-cinq à cent dollars pour chaque jour ou partie de jour.  
1968, c. 45, a. 53; 1972, c. 10, a. 2; 1975, c. 50, a. 5.

- Violation d'un décret ou d'un règlement. **114.** Quiconque viole un décret ou un règlement rendu obligatoire commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de cinquante à cent dollars.  
1968, c. 45, a. 54.
- Offre de récompense ou d'avantages. **115.** 1. Tout employeur ou représentant d'employeur qui offre, donne, tente d'offrir ou de donner à un représentant syndical, un agent d'affaires ou un délégué de chantier, dans l'exercice de leur fonction, un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit ou  
Acceptation de récompense ou d'avantages. 2. tout représentant syndical, agent d'affaires ou délégué de chantier qui, dans l'exercice de ses fonctions, accepte, obtient, tente d'accepter ou d'obtenir d'un employeur ou d'un représentant d'un employeur, un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$10,000. En outre, si l'infraction a été commise par un représentant d'employeur, un représentant syndical, un agent d'affaires ou un délégué de chantier, le tribunal doit déclarer cette personne inhabile à représenter, à quelque titre que ce soit, un employeur ou une association de salariés durant les cinq ans qui suivent le jour du prononcé de la sentence.  
1975, c. 50, a. 6.
- Infraction et peine. **116.** Toute personne qui contrevient au paragraphe *a* ou *b* de l'article 88 est passible d'une amende de \$500 à \$10,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction.  
1975, c. 50, a. 6.
- Infraction et peine. **117.** Toute personne qui contrevient à l'article 26 est passible d'une amende d'au moins \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.  
1975, c. 50, a. 6.
- Tentative de commettre des actes illégaux. **118.** Quiconque tente de commettre un des actes illégaux ci-dessus prévus, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre un tel acte, est passible de la pénalité prévue pour tel acte.  
1968, c. 45, a. 55.
- Refus d'embaucher ou licenciement. **119.** Tout employeur, toute personne agissant pour un employeur et toute association d'employeurs qui refusent d'embaucher ou licen-

cient une personne parce qu'elle est membre du bureau d'une association, qui cherchent à contraindre un salarié à devenir membre d'une association de salariés, à s'abstenir de le devenir ou à cesser de l'être par menace de renvoi, intimidation, imposition d'une peine disciplinaire, refus de l'avancement auquel il aurait normalement droit ou favoritisme dans la conduite ou répartition du travail, commet une infraction et est passible d'une amende de cinq cents dollars par jour ou partie de jour que dure l'infraction.

Exercice de pression sur un employeur.

Toute association représentative qui exerce des pressions de quelque façon que ce soit pour amener un employeur, une personne agissant pour un employeur ou une association d'employeurs à poser des actes visés par l'alinéa précédent commet une infraction et est passible d'une amende de cinq cents dollars par jour ou partie de jour que dure l'infraction.

Infraction présumée d'une autre association.

Chaque fois qu'un employeur, une personne agissant pour un employeur ou qu'une association d'employeurs est reconnue coupable d'une infraction au premier alinéa, l'association représentative autre que celle à laquelle le salarié avait donné son adhésion est présumée avoir commis une infraction au deuxième alinéa.

1972, c. 10, a. 3.

Infractions et peines.

**120.** Quiconque viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité commet une infraction et est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais,

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus six cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation ou d'une association, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars;

c) pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas;

d) pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ou supérieur au triple des amendes prévues aux paragraphes *a* ou *b*, selon le cas.

1968, c. 45, a. 56; 1975, c. 50, a. 7; 1975, c. 51, a. 28.

Enquête sur plainte écrite.

**121.** Le procureur général doit faire enquête chaque fois qu'une plainte écrite lui signale qu'une infraction a été commise à la présente loi; s'il est d'avis qu'une telle infraction a été commise, il intente contre le contrevenant les poursuites que les circonstances justifient.

Poursuites.

Les poursuites intentées par le procureur général peuvent l'être par toute personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

1972, c. 10, a. 4; 1974, c. 38, a. 3.

Prescription.	<b>122.</b> 1. L'action civile résultant du décret ou de la présente loi se prescrit par six mois à compter de chaque échéance. Au cas de fausse inscription dans le registre obligatoire, le système d'enregistrement ou la liste de paye, ou de remise clandestine, ou de toute autre fraude, la prescription ne court à l'encontre des recours de la commission qu'à compter de la date où la commission a connu la fraude.
Dates d'échéance.	Aux fins des recours de l'Office relatifs à la perception des indemnités, des congés et des contributions ou cotisations des employeurs et des salariés aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, la date d'échéance mentionnée ci-dessus est le 1 <sup>er</sup> décembre suivant pour toutes les indemnités ou contributions exigibles à compter du 1 <sup>er</sup> janvier jusqu'au 30 avril précédent, et le 1 <sup>er</sup> juillet suivant pour toutes celles exigibles à compter du 1 <sup>er</sup> mai jusqu'au 31 décembre précédent.
Interruption de la prescription.	Cependant, une réclamation transmise par l'Office à un employeur, par lettre recommandée ou certifiée, interrompt la prescription pour le montant de salaire réclamé et dans ce cas, l'action se prescrit de nouveau par six mois, à compter de la mise à la poste de cette lettre; aucune lettre subséquente adressée pour la même réclamation n'a l'effet d'interrompre la prescription.
Congédiement illégal. Peine.	2. Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie, suspend ou met à pied un salarié: a) à l'occasion d'un renseignement fourni aux représentants à l'Office et ayant trait à une convention, à un décret, à un règlement ou à une infraction aux dispositions de la présente loi; b) à l'occasion d'une plainte ou dénonciation à ce sujet ou d'un témoignage dans une poursuite ou requête s'y rapportant; c) dans l'intention de le réengager à un emploi inférieur et d'élu-der ainsi les dispositions du décret en payant un salaire moindre, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de cinquante à cent dollars; au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, en outre des frais, d'une amende de cent à trois cents dollars.
Dommmages pouvant être réclamés.	3. Tout salarié congédié, suspendu ou mis à pied en violation du paragraphe 2, ou dans le but de l'obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu'il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l'employait, à titre de dommages-intérêts, l'équivalent d'un mois de salaire. La preuve que le salarié n'est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l'employait.
Infraction et peine.	4. Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application d'un décret, transmet sciemment quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet un acte illégal et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de pas moins de deux cents dollars mais n'excédant pas cinq

- cents dollars et des frais, pour la première infraction, et d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, mais n'excédant pas mille dollars et des frais, pour toute infraction subséquente.
- Emprisonnement. À défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais susmentionnés, il doit être condamné à l'emprisonnement pour une période d'au moins un mois mais n'excédant pas trois mois pour la première infraction et pour une période de trois mois pour toute infraction subséquente.
- Infraction et peine. 5. Quiconque, au moyen d'avantages ayant une valeur pécuniaire, accorde ou accepte une remise en réduction du salaire rendu obligatoire, ou participe à une semblable remise, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de cinquante à cent dollars; au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, en outre des frais, d'une amende de cent à trois cents dollars.
- Force probante de copies certifiées. 6. Dans toute poursuite prise en vertu de la présente loi, il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, d'un registre, d'une ordonnance ou d'un document quelconque en la possession de l'Office, mais une copie ou un extrait dûment certifié par une personne désignée par l'Office fait preuve de la teneur de l'original et le certificat apposé à cette copie ou à cet extrait établit, *prima facie*, la signature et l'autorité de l'employé de l'Office qui l'a donnée.
- Plusieurs infractions dans une plainte. Plusieurs infractions commises par une même personne peuvent être poursuivies sur une même plainte pourvu que celle-ci indique de façon précise le temps et le lieu où chacune a été commise.
- Responsabilité pour salaires au cas de faillite. 7. Nonobstant l'article 96 de la Loi sur les compagnies, dans le cas d'une faillite ou d'une ordonnance de mise en liquidation, les administrateurs d'une compagnie sont personnellement responsables du paiement de salaire dû aux salariés de ladite compagnie jusqu'à concurrence de six mois de salaire, si ces administrateurs sont poursuivis dans les six mois du jugement reconnaissant l'exigibilité du salaire.
- Remboursement de salaire perdu. 8. Dans les cas visés au paragraphe 7, l'Office rembourse au salarié le salaire qu'il a perdu et du seul fait de ce remboursement, il est subrogé aux droits de ce salarié.
- 1968, c. 45, a. 57; 1971, c. 46, a. 3; 1975, c. 51, a. 29; 1975, c. 19, a. 16; 1975, c. 83, a. 84.

## CHAPITRE XIII

### RÈGLEMENTATION

- Règlements. **123.** Le gouvernement peut faire tout règlement jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions de la présente loi. Il peut également adopter tout règlement autorisant l'Office à utiliser pour son administration une partie des sommes qu'il perçoit au titre d'avanta-

ges sociaux et une partie ou la totalité des fonds ou des intérêts des fonds gardés en fidéicommiss pour les congés payés, les avantages sociaux ou à quelqu'autre titre. Ce règlement ou tout autre règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

1968, c. 45, a. 58; 1968, c. 23, a. 8; 1973, c. 28, a. 17; 1975, c. 51, a. 30.

## CHAPITRE XIV

### DISPOSITIONS FINALES

Chapitres C-27, D-2, non applicables.

**124.** Les dispositions du Code du travail et de la Loi sur les décrets de convention collective ne s'appliquent pas dans l'industrie de la construction, sauf au cas de mention expresse.

1968, c. 45, a. 59.

Hydro-Québec.

**125.** Nonobstant la présente loi, les dispositions du Code du travail s'appliquent à l'Hydro-Québec et à ses salariés sur les chantiers Manicouagan, Outardes, Gentilly et Témiscamingue Chute I pour la durée des travaux en cours.

1968, c. 45, a. 69.

---

*Le paragraphe 1 de l'article 80 entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.*

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 45 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 60, 61 et 70, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-20 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



# TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1968**      **LOIS REFONDUES, 1977**

## Chapitre 45

## Chapitre R-20

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

*Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction*

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. a) - d)	par. a) - d)	
par. d <sup>1</sup> )	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. g)	par. h)	
par. h)	par. i)	
par. i)	par. j)	
par. j)	par. k)	
par. k)	par. l)	
par. l)	par. m)	
par. m)	par. n)	
par. n)	par. o)	
par. o)	par. p)	
par. p)	par. q)	

L.Q. 1968, c. 45

L.R. 1977, c. R-20

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

par. <i>q</i> )	par. <i>r</i> )	
par. <i>r</i> )	par. <i>s</i> )	
par. <i>s</i> )	par. <i>t</i> )	
Chapitre IA	Chapitre II	
1 <i>a</i>	2	
1 <i>b</i>	3	
1 <i>c</i>	4	
1 <i>d</i>	5	
1 <i>e</i>	6	
1 <i>f</i>	7	
1 <i>g</i>	8	
1 <i>h</i>	9	
1 <i>i</i>	10	
1 <i>j</i>	11	
1 <i>k</i>	12	
1 <i>l</i>	13	
1 <i>m</i>	14	
1 <i>n</i>	15	
1 <i>o</i>	16	
1 <i>p</i>	17	
1 <i>q</i>	18	
Chapitre II	Chapitre III	
2	19	
2 <i>a</i>	20	
2 <i>b</i>	21	
2 <i>c</i>	22	
2 <i>d</i>	23	
2 <i>e</i>	24	

<b>L.Q. 1968, c. 45</b>	<b>L.R. 1977, c. R-20</b>	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
2f	25	
2g	26	
3	27	
Chapitre III	Chapitre IV	
4	28	
5	29	
6	30	
7	31	
7a	32	
7b	33	
7c	34	
7d	35	
7e	36	
7f	37	
7g	38	
7h	39	
	40	Intégré par la refonte 1975, c. 51, a. 32, par. 2-3
8	41	
Chapitre IV	Chapitre V	
9	42	
10	43	
11	44	
12	45	
13	46	
Chapitre V	Chapitre VI	
14	47	
15	48	

# RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA CONSTRUCTION

<b>L.Q. 1968, c. 45</b>	<b>L.R. 1977, c. R-20</b>	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
16	49	
17	50	
18	51	
19	52	
20	53	
21	54	
22	55	
23	56	
24	57	
24a	58	
24b	59	
25	60	
26 - 27		Abrogés 1970, c. 35, a. 3
Chapitre VI	Chapitre VII	
28 - 29	61	Remplacés 1975, c. 51, a. 10
30	62	
31	63	
31a	64	
31b	65	
31c	66	
31d	67	
31e	68	
31f	69	
31g	70	
31h	71	
31i	72	
31j	73	
31k	74	

---

RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA CONSTRUCTION

---

**L.Q. 1968, c. 45**

**L.R. 1977, c. R-20**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

31*l*

75

31*m*

76

31*n*

77

32

78

32*a*

79

32*b*

80

32*c*

81

32*d*

82

32*e* - 32*h*

Abrogés 1975,  
c. 51, a. 18

32*i*

83

32*j*

84

32*k*

85

32*l*

Abrogé 1975, c. 51, a. 22

Chapitre VI A

Chapitre VIII

32*m*

86

32*n*

87

32*o*

88

32*p*

89

32*q*

90

32*r*

91

32*s*

92

32*t*

93

Chapitre VII

Chapitre IX

33

94

33*a*

Abrogé 1975, c. 51, a. 24

33*b*

95

33*c*

96

# RELATIONS DU TRAVAIL DANS LA CONSTRUCTION

<b>L.Q. 1968, c. 45</b>	<b>L.R. 1977, c. R-20</b>	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
33 <i>d</i>	97	
34	98	
35	99	
36		Abrogé 1975, c. 51, a. 26
37	100	
38	101	
39	102	
40	103	
41	104	
42	105	
43	106	
44	107	
Chapitre VIII	Chapitre X	
45	108	
46		Abrogé 1975, c. 51, a. 27
Chapitre IX		Abrogé 1973, c. 28, a. 16
47 - 48		Abrogés 1973, c. 28, a. 16
Chapitre X	Chapitre XI	
49	109	
50	110	
51	111	
52	112	
Chapitre XI	Chapitre XII	
53	113	
54	114	
54 <i>a</i>	115	
54 <i>b</i>	116	

L.Q. 1968, c. 45		L.R. 1977, c. R-20	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
54c		117	
55		118	
55a		119	
56		120	
56a		121	
57		122	
Chapitre XII		Chapitre XIII	
58		123	
Chapitre XIII		Chapitre XIV	
59		124	
60			Inopérant 1969, c. 47, a. 14
61			Modification intégrée au c. D-2, a. 10
62 - 68			Abrogés 1975, c. 51, a. 31
69		125	
70			Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

